

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 16/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MILLO GARCIN SA LA MOTTE**

Lieu-dit Collet redon  
83490 Le Muy

Références : D-UD83-2024-0379  
Code AIOT : 0006413238

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement MILLO GARCIN SA LA MOTTE implanté Avenue Sainte roseline 83920 La Motte. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MILLO GARCIN SA LA MOTTE
- Avenue Sainte roseline 83920 La Motte
- Code AIOT : 0006413238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le dépôt exploité par MILLO GARCIN est dédié à l'entreposage de bouteilles de gaz à destination de la grande distribution et industriel.

Les activités de logistique (exploitation du dépôt) et de transport (location véhicules et conducteurs) sont réalisées pour le compte d'ANTARGAZ, et encadrées par un contrat liant les 2 sociétés. MILLO GARCIN est exploitant du site depuis le 01/10/2017 (à la suite de la société STOGAZ Distribution – STODIS).

Le dépôt est alimenté par le site STOGAZ de Marignane par gros porteur et les livraisons sont réalisés sur les points de distribution par petits porteurs.

Le terrain sur lequel est implanté le dépôt est la propriété de STOGAZ (filiale ANTARGAZ), exploitant également le dépôt de gaz, classé SEVESO Seuil Haut, mitoyen au site.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Étude des dangers

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consignes	Arrêté Préfectoral du 31/07/2019, article 2.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/08/2005, article 71	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Situation administrative	Autre du 03/03/2020, article 2.1.6	/	Sans objet
4	EDD Périmètre	Autre du 03/03/2020, article 3.4	/	Sans objet
5	EDD Phénomènes dangereux	Autre du 03/03/2020, article 5.5.2	/	Sans objet
6	EDD Dangers liés aux produits	Autre du 03/03/2020, article 5.3.2	/	Sans objet
7	EDD Risque foudre	Autre du 03/03/2020, article 5.4.2.1.5	/	Sans objet
8	EDD APR OLD	Autre du 03/03/2020, article Annexe 1	/	Sans objet
9	EDD APR camions	Autre du 03/03/2020, article Annexe 1	/	Sans objet
10	EDD APR engin de manutention	Autre du 03/03/2020, article Annexe 1	/	Sans objet
11	EDD Probabilité	Autre du 03/03/2020, article 5.1.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	EDD Modélisations	Autre du 03/03/2020, article 5.5.2.2	/	Sans objet
13	EDD Scénario	Autre du 03/03/2020, article 5.5	/	Sans objet
14	EDD réduction des risques	Autre du 03/03/2020, article 5.5	/	Sans objet
15	Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/07/2019, article 2.4.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection était axée sur l'instruction de l'étude des dangers du site, en particulier la cohérence des éléments présents dans cette étude.

Il ressort qu'un certains nombres d'éléments doivent être corrigés ou complétés. Ces demandes sont intégrées dans les points de contrôle ci-après et feront également l'objet d'une lettre de demande de compléments, indépendamment de la visite d'inspection.

De plus, les moyens de défense contre l'incendie ont fait l'objet d'une demande de compléments clarifiée par les équipes du SDIS présents lors de la visite. Ces évolutions devront également être intégrées dans l'étude des dangers.

Par ailleurs, il est attendu des justificatifs à fournir dans les délais mentionnés dans les points de contrôles ci-après.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2019, article 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 14/05/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p>

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque - notamment l'interdiction de fumer et l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires - dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion. Cette interdiction est affichée soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire de stockage ;
- l'obligation du permis de feu pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des écoulements accidentels.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 14/05/2024, il avait été demandé à l'exploitant de formaliser des consignes intégrant l'organisation en cas d'incendie et les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des écoulements accidentels (type eaux d'extinction incendie). De plus, il avait été demandé à l'exploitant de veiller à la bonne connaissance des mesures à prendre en cas d'incendie sur le site par le personnel d'astreinte en dehors des heures ouvrables, en précisant l'information obligatoire de la société STOGAZ voisine.

Par mail du 09/07/2024, la société MILLO GARCIN a transmis un plan d'action pour chacun des points relevés lors de l'inspection du 14/05/2024.

Un bouton d'arrêt d'urgence du système électrique du site a été mis en place à l'extérieur du bâtiment.

Une consigne SECU/PRO.503 (I012) du 21/05/2024 d'utilisation de la vanne guillotine permettant l'obturation du réseau en cas de pollution a été mise en œuvre. Elle est affichée sur la porte du dépôt et visible depuis l'extérieur. La feuille de présence de la causerie de cette consigne auprès du chef de dépôt et des chauffeurs en date du 03/07/2024 a été transmise.

Un contrôle mensuel de la guillotine a été intégré dans le document SECU/PRO.503(F014). Le contrôle du mois de juin a été réalisé le 28/06.

Le plan du site révisé a été transmis. Il indique le bouton d'arrêt d'urgence ainsi que la vanne "guillotine".

Les consignes de traitement des alarmes en dehors des heures ouvrables ont été présentées : SECU/PRO.504(I009) et SECU/PRO.504(S019). La consigne ERYMA de télésurveillance reprend les numéros d'appel dont ceux de STOGAZ.

Le numéro référencé pour STOGAZ est celui du chef de dépôt et non celui de l'astreinte. **Il convient de modifier le document sans délai avec le numéro d'astreinte de STOGAZ.**

L'exploitant indique qu'un classeur informatique nommé « classeur cellule de crise » contenant ces documents est disponible en ligne sur le réseau informatique par les cadres d'astreinte de GCA. La feuille de présence de la causerie de cette consigne auprès du chef de dépôt et des chauffeurs en date du 03/07/2024 a été transmise.

En cas d'incident ou d'accident sur le site, la DREAL doit être contactée notamment via la fiche G/P, en pièce jointe au présent rapport.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le numéro d'astreinte STOGAZ doit être mis à jour dans les consignes du site sans délai. L'exploitant doit intégrer la fiche G/P dans la procédure de gestion d'un incident/ accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/2005, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant gère les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette gestion sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 14/05/2024, il avait été demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets présents sur le site et de transmettre les justificatifs.  Par mail du 09/07/2024, la société MILLO GARCIN a transmis les éléments demandés : - Les bordereaux de suivi de déchets pour l'évacuation de la batterie par SCLAVO et de la bouteille d'oxygène par CHIMIREC. - Une consigne datée du 21/05/2024 a été mise en œuvre sur le site concernant la gestion des déchets. Une causerie pour sensibiliser les agents du dépôt a été réalisée le 03/07/2024.  Lors de l'inspection du 11/07/2024 il a été constaté l'évacuation de la batterie et de la bouteille d'oxygène du hangar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stationnement camions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente au point 2.1.6, les éléments déclarés pour le stockage des bouteilles au titre de la rubrique 4718.1.a : Aire de RAPT métalliques : 45,1 T Aire de RAPT composites : 4,2 T Aire de stationnement : 1 place soit 0,6 T uniquement bouteilles vides Total 49,9 t

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 26/06/2024 du site mitoyen au dépôt, il a été constaté la présence d'un camion petit porteur avec un chargement de bouteilles stationné sur le dépôt en fin d'après-midi alors que le site était fermé.</p> <p>L'exploitant a indiqué que sur cette journée, ils ont dû gérer la panne de plusieurs véhicules amenant le maintien de ce véhicule sur le site.</p> <p>L'exploitant a prouvé par les images de vidéosurveillance et par l'extraction des données de la carte du conducteur que le camion est parti du site en fin d'après-midi.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : EDD Périmètre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD Périmètre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente au point 3.4 l'environnement industriel du site, qui est l'entreprise mitoyenne STOGAZ, pour laquelle le nombre de personnes estimées est de 2.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le nombre de personnes de l'entreprise mitoyenne STOGAZ est estimé à 2 dans l'étude des dangers de MILLO GARCIN , ce qui correspond au chef de dépôt et son adjoint.</p> <p>Cependant, il est nécessaire de prendre en compte les chauffeurs sur site en chargement / déchargement ainsi qu'éventuellement ceux en attente.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : EDD Phénomènes dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 5.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD Phénomènes dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au point 5.5.1 les caractéristiques de stockages plan d'implantation</li> <li>- au point 5.5.2 les phénomènes dangereux résultant d'une agression thermique sur les stockages</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'implantation du site ne correspond pas à celui de l'étude des dangers, notamment pour les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permutation de 2 îlots du fait de la demande de STOGAZ liée à une mesure de maîtrise des risques de sa propre étude des dangers. Cette modification a été acceptée par MILLO GARCIN et</li> </ul>

<p>une lettre d'engagement a été transmise le 30/11/2023.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones de chargement / déchargement sont différentes de celles figurant dans l'étude des dangers. De plus, celles-ci ne sont indiquées sur le plan d'implantation.</li> <li>- l'îlot 5 présent dans l'étude des dangers n'existe pas.</li> </ul> <p>Il a été constaté que la zone de tri n°3 ne contient que des bouteilles métalliques. Les bouteilles composites sont stockées uniquement au niveau de l'îlot 4</p> <p><b>Les activités et localisations doivent être clairement définis dans l'étude des dangers et les phénomènes dangereux doivent être modélisés avec ces caractéristiques, ainsi que les effets dominos aggravants.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : EDD Dangers liés aux produits

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 5.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD Dangers liés aux produits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente un stockage de GNR sur le site de 1000 litres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cuve de GNR présente sur site est dédiée au fonctionnement d'un chariot élévateur au GNR.</p> <p>Actuellement, le seul chariot élévateur présent et utilisé sur le site fonctionne avec des bouteilles de gaz. Celles-ci sont stockées avec celles du dépôt.</p> <p>Cependant l'exploitant indique qu'en cas de dysfonctionnement du chariot actuel, un chariot élévateur au GNR peut être utilisé sur le site, et que dans ce cadre, il convient d'avoir la cuve de GNR sur le site. Ce remplacement est très rare.</p> <p>Il convient de mettre à jour ces éléments dans l'étude des dangers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : EDD Risque foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 5.4.2.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD Risque foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude des dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 indique au point 5.4.2.1.5 qu'une analyse du</p>



risque foudre et d'une étude technique foudre vont être réalisées, et qu'ainsi le risque foudre est exclu
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une analyse de risque foudre a été réalisée par le bureau d'études TelComTec agréé QUALIFOUDRE en 03/2022.</p> <p>Cette analyse conclue qu'aucune étude technique foudre n'est à réaliser ainsi qu'à l'absence de nécessité d'un système de protection contre les effets directs de la foudre.</p> <p>Cependant, il est précisé qu'en cas d'épisode orageux, il est fortement recommandé de ne pas entreprendre d'opération de chargement / déchargement ou de manipulation de bouteilles afin de diminuer les facteurs de risques sur les personnes.</p> <p>L'exploitant n'a pas de système d'information permettant de définir les périodes de risque d'orage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place sous 1 mois une organisation lui permettant de mettre en œuvre les mesures de retrait du personnel en cas de risque d'orage.</p> <p>Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : EDD APR OLD

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD APR OLD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente en annexe 1 son analyse préliminaire des risques.</p> <p>Celle-ci précise que pour le feu de végétation, le risque ne concerne que les îlots 2 et 3 et que la mesure de prévention mise en œuvre est le contrat d'entretien géré par le centre emplisseur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait intervenir sur son site une entreprise pour réaliser les OLD. Le dernier passage date du 25/06/2024.</p> <p>Les abords sont à la charge de STOGAZ propriétaire des terrains avoisinants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : EDD APR camions

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD APR camions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude des dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente en annexe 1 son analyse préliminaire des risques.</p>

Celle-ci précise les mesures de prévention, de mitigation et de protection des enjeux en situation de feu d'un camion conditionné
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures définies sur l'étude des dangers du site présentent des incohérences.  À titre d'exemple sur les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « <i>Contrôle du camion par le chef de parc avant l'entrée sur le dépôt bouteilles, notamment l'état des témoins d'échauffement (checklist)</i> » le contrôle du camion est réalisé avant l'entrée sur le site par les chauffeurs- et non pas par le chef de parc-, qui remplissent une check-list de contrôle.</li> <li>- « <i>Borne incendie avec débit insuffisant, discussion avec centre emplisseur contigu pour permettre mise à disposition d'une partie des réserves d'eau</i> » les moyens de lutte contre l'incendie sont à mettre à jour.</li> <li>- « <i>Etablissement d'un périmètre de sécurité : évacuation des personnes, interdiction d'entrée de véhicules,</i> » Des dispositions sont définies en cas d'accident sur site par l'évacuation des personnes, au point de rassemblement. Cependant il n'y a de mention d'un périmètre de sécurité.</li> </ul> <p>Il convient de mettre à jour ces éléments dans l'étude des dangers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : EDD APR engin de manutention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article Annexe 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD APR engin de manutention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente en annexe 1 son analyse préliminaire des risques.  Celle-ci précise les mesures de prévention, de mitigation et de protection des enjeux en situation de feu d'un engin de manutention</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures définies dans l'étude des dangers ont été contrôlées, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la vérification semestrielle du chariot élévateur : contrôle con forme du 28/06/2024 par DEKRA.</li> <li>- la présence de l'étiquette de la VGP conforme sur le chariot.</li> <li>- le dernier contrôle mensuel fait le 28/06/2024 par le chef de parc.</li> <li>- 9 extincteurs sont présents sur site. Le chef de parc a suivi, en 2020, une formation continue notamment sur la santé, la sécurité routière et sécurité environnementale. Cependant il n'est pas indiqué s'il a fait une formation spécifique sur la manipulation des extincteurs.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que son personnel est formé à la manipulation des extincteurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD Probabilité liée aux bonnes pratiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 indique au point 5.1.3 que la détermination de la classe de probabilité s'effectuera suivant les recommandations données dans le guide de l'INERIS pour les accidents liés aux bouteilles. Ce dernier propose de retenir pour le BLEVE de bouteilles métalliques ou l'incendie de bouteilles composites une probabilité de <math>9.10^{-7}</math> / an / bouteille, suite à une agression thermique, sous réserve de la démonstration de bonnes pratiques organisationnelles et techniques relatives à la maîtrise des agressions thermiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude des dangers intègre en événement initiateur un phénomène dangereux en provenance du site STOGAZ mitoyen. La probabilité retenue pour cet événement ne correspond pas à celle définie dans l'étude des dangers de STOGAZ qui a été révisée.</p> <p>Il convient de reprendre les données révisées de l'étude des dangers de STOGAZ.</p> <p>Le guide INERIS pour la prise en compte des dépôts logistiques de bouteilles de GPL dans les études des dangers, présente une estimation de la probabilité. Pour le risque de BLEVE de bouteilles métalliques et pour l'incendie d'un îlot de bouteilles composites, une classe de probabilité de E est proposée, sous réserve de la démonstration de bonnes pratiques organisationnelles et techniques relatives à la maîtrise des agressions thermiques.</p> <p>Les mesures de sécurité et bonnes pratiques rencontrées sur ce type d'installation sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« • la plupart des bouteilles en acier sont équipées d'un limiteur de débit afin de réduire le débit de fuite en cas de défaillance sur la tête de la bouteille ;</li> <li>• certaines bouteilles sont équipées d'une soupape (et d'un fusible thermique pour certaines bouteilles composite) ;</li> <li>• les bouteilles sont équipées de chapeaux ou couronnes afin de protéger les robinets en cas de chute ou d'impact ;</li> <li>• les casiers sont conçus de telle sorte que les bouteilles soient maintenues en place lors du transport et de la manutention ;</li> <li>• le maintien de distances d'éloignement ou la mise en place de murs coupe-feu entre îlots de stockage permettant ainsi d'éviter la propagation des effets d'un îlot à un autre, ainsi qu'entre îlots de stockage et zones de stationnement des véhicules chargés de casiers de bouteilles, zones de chargement/déchargement, ou de toute autre zone à risque identifiée (par exemple stockage de GNR, de batteries ou de bouteilles de gaz destinés aux engins de manutention) ;</li> <li>• la prévention des sources d'inflammation avec permis de feu, interdiction de fumer, conception adaptée des installations électriques, etc. ;</li> <li>• la mise en place de procédures et consignes opératoires telles que des procédures de travaux par point chaud, de contrôle des installations électriques ou encore d'inspection des véhicules de transport TMD à l'entrée du site ;</li> <li>• l'utilisation de moyens de protection contre l'incendie et de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours si besoin ; l'ensemble de ces mesures font l'objet de vérifications périodiques (entretiens et tests par du personnel qualifié) ;</li> <li>• les îlots de stockages sont desservis sur au moins une face par une voie engin permettant l'accès aux secours ;</li> </ul>

<p>• le nettoyage régulier des lieux pour éviter les amas de matières combustibles, matières dangereuses et les végétaux et qui peuvent être sources d'une agression thermique.</p> <p>Tout le personnel de l'entreprise et les sous-traitants sont sensibilisés sur les risques du GPL et formés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie. »</p> <p>Concernant ces mesures, l'exploitant indique qu'elles sont mises en place et maîtrisées, du fait que toutes les bouteilles métalliques ou composites répondent aux normes de conception et d'utilisation, que les casiers répondent à des règles de conception adaptées aux bouteilles (fourreaux pour les fourches du chariot élévateur par exemple).</p> <p>Il est attendu de l'exploitant que chacune de ces mesures soit justifiée, testée et tracée, et mise à jour dans l'étude des dangers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : EDD Modélisations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 5.5.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD Modélisations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente les zones d'effets des différents scénarios.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les modélisations de l'étude des dangers présentant les zones d'effets des différents scénarios sont basés sur l'ancien plan d'implantation du dépôt. En effet, des îlots de stockage et des zones de chargement / déchargement ont été supprimés, modifiés ou déplacés.</p> <p>Toutes les zones de chargement / déchargement doivent être prises en compte.</p> <p>Au vu des modifications du site il convient de présenter de nouvelles modélisations, et d'analyser les impacts potentiels en particulier les effets dominos.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : EDD Scénario**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD Scénario
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente au point 5.5 le scénario d'accident consécutif à la ruine de deux bouteilles composites par enfourchement avec dispersion du nuage générant des effets thermiques et de surpression.
<b>Constats :</b>  La zone de déchargement présentée dans l'étude des dangers est la zone C qui n'est pas indiquée sur le plan d'implantation actuel du site. Par ailleurs il n'est pas étudié le déchargement en zone D, lieu de déchargement des gros porteur en provenance du centre emplisseur, bien que ce lieu soit bien identifié dans le nœud papillon en page 45 de l'EDD.  De plus, les modélisations des flux thermiques et de surpression ne sont pas localisées au niveau du même îlot( modélisation thermique est faite de la zone C alors que la surpression est faite de l'îlot 3). La localisation de la source du phénomène dangereux doit être la même.  Il convient de présenter de nouvelles modélisations, et d'analyser les impacts potentiels en particulier les effets dominos.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : EDD réduction des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/03/2020, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD Réduction des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude de dangers (EDD) déposée le 03/03/2020 présente au point 5.5 les mesures de réduction des risques du scénario d'accident consécutif à la ruine de deux bouteilles composites par enfourchement avec dispersion du nuage générant des effets thermiques et de surpression.
<b>Constats :</b> Les mesures définies dans l'étude des dangers ont été contrôlées, en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>- la formation du cariste : Mr P a présenté son CACES R489 valable du 05/04/2024 au 04/04/2029. Par contre, son autorisation de conduite triennale date du 03/01/2021, elle n'est donc plus valide. L'exploitant déclare être en cours de mise à jour de cette autorisation.</li><li>- Les fourches du chariot élévateur sont équipées de bouts ronds afin de limiter le risque de percement.</li><li>- les casiers sont équipés de fourreaux pour les fourches.</li><li>- les hauteurs de stockage des bouteilles composites sont limitées à 4 casiers maximum soit 3 mètres.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit fournir l'autorisation de conduite du chef de parc sous 1 semaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Moyens de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2019, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation, et est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Les aires de stationnement peuvent être munies de dispositifs permettant l'extinction d'un feu de nappe de liquide inflammable avec déclenchement automatique. Une commande manuelle permettant le déclenchement de dispositifs d'extinction est alors installée suffisamment éloignée des aires de stationnement, de manière à être facilement accessible et manœuvrable en toutes circonstances.</p> <p>Les installations équipées d'un tel dispositif sont dispensées de la mise en place de la télésurveillance ou du gardiennage des aires de stationnement définis à l'article 2.3.1.</p> <p>Les moyens de secours sont au minimum constitués de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg », situés à moins de 20 mètres du stockage,</li><li>- d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant. »</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 14/05/2024, il avait été constaté la présence d'une réserve d'eau incendie (725 m<sup>3</sup>) à proximité du site (moins de 200 mètres). Cette réserve est commune à MILLO GARCIN et STOGAZ.</p> <p>L'exploitant avait présenté la convention tripartite entre MILLO GARCIN, ANTARGAZ et STOGAZ encadrant l'autorisation de prélèvement. Cette convention a été transmise à l'Inspection.</p> <p>Une bouche d'aspiration reliée à la réserve par une canalisation est implantée le long de la voirie. Cet équipement a fait l'objet d'une utilisation lors d'un exercice par une équipe du SDIS le 09/02/2024.</p> <p>Cependant cette réserve incendie et la canalisation d'aspiration n'ont pas fait l'objet d'une réception et d'une validation au titre du règlement départemental DECI.</p> <p>Suite à l'inspection il avait été demandé à l'exploitant de procéder à ces démarches auprès de la Mairie de La Motte conformément à l'arrêté Préfectoral n° 2017/01-004 du 8 Février 2017 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant a pris contact avec la mairie de La Motte puis avec le service prévision du SDIS qui a rappelé les obligations liées à ces équipements et leurs localisations.</p> <p>Lors de l'inspection du 11/07/2024, un point a été réalisé sur le site avec le SDIS.</p> <p>La SDIS a rappelé les règles applicables pour la réserve, la canalisation d'aspiration (NFS 61-240, NFS 62-240) , les dimensions de la plateforme d'aspiration, la signalisation ... indiquées dans le RDDECI 83.</p> <p>À ce jour, l'aspiration n'ayant pas fait l'objet d'une réception, il n'est pas assuré que celle-ci soit totalement opérationnelle.</p>

<p>De plus, il convient d'intégrer l'impact des zones de danger sur le choix et l'emplacement de la canalisation d'aspiration ou de la réserve (possible exposition au rayonnement thermique et au risque d'explosion des personnels sapeurs-pompiers).</p> <p>Par ailleurs, les équipements et leurs mises en œuvre ne doivent pas impacter l'accessibilité des secours sur la desserte du site de STOGAZ.</p> <p>Ainsi, il est attendu que l'exploitant présente une solution pérenne et mobilisable en sécurité pour les moyens de lutte contre l'incendie (par exemple une citerne métallique en dehors des zones d'effets significatifs....)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ces éléments seront repris dans la demande de compléments de l'étude des dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>